

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITÉE

T/COM.2/L.39
30 juillet 1957
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DE M. HEINZ LANGGUTH CONCERNANT LE TANGANYIKA

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

UN. LIBRARY

M. HEINZ LANGGUTH
HAMBOURG 1,
Rathausmarkt, Fölsch-Block
Eingang Plan, I. Stock

21 NOV 1957

Le 1er juillet 1957

Au Conseil de tutelle de l'Organisation des Nations Unies
A l'attention de M. B. Cohen, Sous-Secrétaire à la Tutelle
et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes,

New-York, Etats-Unis

Objet : Pétition présentée au nom de M. Walter Kahle (T/PET.2/208, T/PET.2/208/Add.1)

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint mes remarques concernant les observations présentées par le Gouvernement du Royaume-Uni en sa qualité d'Autorité administrante au sujet de la pétition susmentionnée.

A mon grand regret, je n'ai pas été en mesure de rédiger et d'envoyer ces remarques plus tôt, en raison d'un échange de correspondance que j'ai eu avec le pétitionnaire habitant le Mexique, ainsi qu'avec son fondé de pouvoir qui réside hors de la République fédérale d'Allemagne.

Dans l'intérêt de M. Walter Kahle, je voudrais demander que le texte de ces remarques soit transmis aux membres du Comité permanent des pétitions et du Conseil de tutelle, afin qu'ils puissent en avoir connaissance avant de prendre une ~~décision~~ décision.

Veillez agréer, etc.

(Signé) : Langguth

57-21611

/...

M. Heinz Langguth

Hambourg, le 1er juillet 1957

Au Conseil de tutelle de l'Organisation des Nations Unies

New-York, Etats-Unis

Objet : Pétition envoyée au nom de M. Walter Kahle (T/PET.2/208,
T/PET.2/208/Add.1)

Remarques concernant les observations présentées par le Gouvernement du
Royaume-Uni en sa qualité d'Autorité administrante :

Messieurs,

Etant donné les observations présentées par le Gouvernement du Royaume-Uni en sa qualité d'Autorité administrante, je me permets, dans l'intérêt de M. Walter Kahle, de faire les remarques suivantes :

Paragraphe 2 : L'Autorité administrante reconnaît que la qualité de ressortissant mexicain de M. Kahle a été établie. Toutefois, elle ne reconnaît d'aucune façon que la saisie et la liquidation de ses biens ont été illégales.

L'Autorité administrante allègue que le curateur des biens ennemis a pris possession des biens de M. Kahle parce qu'il avait des raisons sérieuses de croire qu'il s'agissait d'un ressortissant ennemi.

1) Au sujet de ces affirmations de l'Autorité administrante, il convient de souligner particulièrement les faits suivants :

a) M. Kahle est né au Mexique de parents allemands, il y a plus de cinquante ans.

b) M. Kahle s'est rendu au Tanganyika pour y effectuer des investissements non seulement parce qu'il pensait qu'il avait des possibilités d'avenir dans ce Territoire, mais également pour faire sortir ses capitaux du Mexique, en raison de la nationalisation des propriétés foncières et des capitaux par un gouvernement à tendances communistes. Il était logique qu'il s'associât avec des Allemands, car il n'y avait dans le territoire pratiquement pas de ressortissants d'autres pays, à l'exception de quelques Grecs et Indiens. Toutes les

/...

propriétés foncières et toutes les maisons de commerce étaient pratiquement entre leurs mains. M. Doelger s'occupait de café et était disposé à entrer à son service comme directeur commercial. De toute façon, ce n'était pas un délit en 1937 d'engager un ressortissant allemand.

c) Les biens de M. Kahle ont été saisis, non parce qu'on avait des raisons sérieuses de croire qu'il s'agissait d'un ressortissant ennemi, mais sous le prétexte que M. Kahle était entré au Tanganyika en 1937 avec un passeport allemand.

C'était absolument contraire à la vérité (voir pétition, page 5, annexe L).

d) Il est possible que M. Kahle ait eu le désir de voir ses parents en Allemagne, où ils se trouvaient après un séjour de soixante ans au Mexique, mais son motif principal était de faire sortir son père de prison, où l'avait mis le régime hitlérien. Cet homme âgé a été libéré peu avant son décès, à Hanovre.

2) L'Autorité administrante n'affirme d'ailleurs pas que M. Kahle était un ressortissant à l'époque où ses biens "ont été confiés à la garde du curateur" (pétition, page 3, point 3, annexes I et J). Elle insinue cependant que les mesures prises à l'époque par le curateur l'ont été de bonne foi (voir point 6). Le fait que M. Kahle avait un directeur de nationalité allemande et qu'il avait obtenu un visa de touriste pour l'Allemagne le 25 juillet 1939, c'est-à-dire six semaines avant le début de la guerre, ne permet pas d'établir que l'Autorité administrante était de bonne foi lorsque, le 3 septembre 1939, elle a confié les biens de M. Kahle à la garde du curateur. Les mesures prises se fondaient sur la supposition que le pétitionnaire était "ressortissant d'un Etat en guerre avec Sa Majesté" (cf. Chapitre 240, Trading with the Enemy, 2, 1), a)). Le pétitionnaire était un résident du Mexique et non d'un "territoire ennemi" (voir 4, 1) b); cf. 9 a), chapitre 240). L'Autorité administrante et le Gouvernement du

/...

Tanganyika auraient pu obtenir, rapidement et sans difficulté des services d'immigration, des renseignements sur la nature du passeport que possédait M. Kahle lorsqu'il était entré au Tanganyika. Ils auraient pu également prendre contact avec son fondé de pouvoir au Tanganyika en vue de déterminer immédiatement quel était son lieu de résidence au moment où la guerre avait éclaté et par la suite.

Paragraphe 3 : Même si, en 1939, la saisie a été effectuée de bonne foi, on ne peut pas en dire autant des faits qui se sont produits au cours des années suivantes et le Gouvernement du Tanganyika aurait dû chercher à éviter de commettre une deuxième erreur.

Il convient de faire les remarques suivantes au sujet des affirmations de l'Autorité administrante :

- 1) a) M. Kahle n'était pas "juridiquement" un Allemand et aucun lien ne l'unissait à l'Allemagne (voir pétition, page 3, annexes C, D, E, F, G et H).
- b) Le premier acte illégal a été l'arrestation et la "déportation" de M. Murris. Ce dernier avait été engagé aux Pays-Bas et s'était rendu ensuite au Tanganyika après avoir passé seize ans dans des plantations aux Indes néerlandaises, dont quatorze ans dans l'une de ces entreprises les plus importantes. Son arrestation suivie de déportation a été une atteinte pure et simple aux "droits de l'homme" reconnus par tous les Etats civilisés et par l'Organisation des Nations Unies. M. Murris a été arrêté, jeté dans un camion où se trouvaient des sacs de patates douces, des bidons d'essence etc., et transporté après la tombée de la nuit à la prison de Tabora, c'est-à-dire à quelque 800 km, à travers la jungle et par de mauvaises routes. On ne lui a même pas permis d'emporter des effets personnels ou des vêtements et, pendant tout le voyage, il a dû rester mi-couché mi-assis sur le plancher ou sur les sacs de patates. Il n'a comparu ni devant un juge ni devant une commission et on ne lui a pas dit pourquoi

il avait été arrêté. Aucun officier de police, juge d'instruction ou avocat ne lui a posé de questions ou n'a procédé à une enquête. Le consul des Pays-Bas a été informé que "M. Murris avait été arrêté pour avoir tenu des propos antibritanniques", accusation qui n'a jamais été prouvée et est inexacte. M. Murris n'avait rien à se reprocher, il n'appartenait à aucun parti politique et sa seule faute, si faute il y a, était d'avoir voulu faire des domaines de M. Kahle une entreprise indépendante et prospère. A cet égard, on peut se demander si le Gouvernement du Tanganyika, en sa qualité de gouvernement d'un territoire sous mandat, avait le droit de traiter de la sorte un ressortissant mexicain dont les droits étaient garantis par le paragraphe 5 de l'article 22 du Pacte de l'ancienne Société des Nations, ainsi que par l'article 7 du Mandat du 20 juillet 1922 relatif au Territoire du Tanganyika. Les dispositions relatives (Defence regulations) à la sûreté du Territoire, dont il est fait état dans les observations du Royaume-Uni, ne permettaient pas en raison des obligations internationales précitées, assumées également à l'égard d'un ressortissant mexicain, d'arrêter un citoyen néerlandais sans mandat d'arrêt et de le déporter comme cela s'est fait (Observations, paragraphe 4, et attestation de M. Murris).

c) On s'est déjà efforcé de nouveau de saisir les biens de M. Kahle à l'époque où M. Murris était emprisonné.

2) L'Autorité administrante elle-même reconnaît que le curateur a pu établir que M. Kahle n'était pas en Allemagne et qu'il était ressortissant mexicain; le séquestre sur ces biens a été levé en 1940.

Ces considérations sont d'une importance capitale pour ce qui est de la question de savoir si la deuxième confiscation (voir paragraphe 4 des observations) a eu lieu de bonne foi.

Paragraphe 4 : Le fait est que la plus grande partie des biens de M. Kahle étaient au nom de son père, Guillermo Kahle, et qu'ils ont été confisqués au moment où le Mexique est entré en guerre, c'est-à-dire mis sous séquestre. On a confisqué de cette manière non seulement les biens des ressortissants allemands, mais aussi ceux d'étrangers naturalisés mexicains et, comme ce fut le cas pour M. Walter Kahle, de Mexicains de naissance dont on supposait qu'ils étaient pro-allemands. En 1950, le Mexique a rendu l'intégrité de ces biens à leur propriétaire.

Les biens confisqués au Tanganyika n'appartenaient pas au père de M. Kahle, mais au pétitionnaire, M. Walter Kahle. Suivant la législation en vigueur au Tanganyika (voir pétition, page 10), la confiscation des biens de M. Kahle ne reposait sur aucune base légale, étant donné qu'il avait prouvé - comme il a été dit au sujet du paragraphe 4 des observations - qu'il était uniquement de nationalité mexicaine et qu'il n'était pas non plus résident d'un territoire ennemi (voir pétition B, I, 4 a - k).

Compte tenu des preuves qui avaient été fournies au curateur (pétition 4 a - k), ce dernier, c'est-à-dire le Gouvernement du Tanganyika, n'avait pas le droit de saisir les biens de M. Walter Kahle; si, en vertu des communications figurant dans la United Kingdom Statutory list publiée par le Board of Trade et rendue applicable au Tanganyika par un avis général du 18 juin 1942, il estimait qu'une déclaration était indispensable, il aurait pu l'obtenir immédiatement des fondés de pouvoir de M. Kahle (voir B, I a - k).

M. Murris a écrit à plusieurs reprises, en 1947, 1948, 1949 et au cours des années suivantes, au Gouvernement du Tanganyika pour présenter des réclamations, demander des renseignements, etc., mais il n'a reçu que deux réponses, à savoir que le Gouvernement du Tanganyika avait l'intention de ne rien faire à ce sujet et que les biens de M. Kahle étaient depuis 1939 dévolus au Curateur des biens ennemis, pour être défalqués des réparations allemandes.

/...

Ce renseignement était inexact (voir pétition, annexe G), comme on peut le déduire des observations présentées par le Gouvernement du Royaume-Uni en sa qualité d'Autorité administrante au sujet des points 3 et 4.

Paragraphe 5 : Compte tenu des preuves incontestables fournies par le pétitionnaire (pétition B, I, a - k), et d'où il ressort que, depuis 1939, celui-ci avait la seule nationalité mexicaine, le Gouvernement du Tanganyika n'avait pas le droit - en vertu de la législation à laquelle il se réfère lui-même (Cap. 258 des lois du Tanganyika) de liquider les biens de M. Kahle, à supposer même que le gouvernement ait eu le droit de saisir une seconde fois, les biens de M. Walter Kahle car, ainsi qu'il résulte des documents soumis (pétition B, I, a - k 2, annexes D, F, G et H), il n'y avait pas le moindre doute que le pétitionnaire était seulement ressortissant mexicain. L'ordonnance relative aux biens du pétitionnaire était donc illégale (voir pétition, page 10, point 2).

Paragraphe 6 : Les mesures ordonnées touchant la saisie, surtout la deuxième saisie, ne peuvent pas être considérées, compte tenu de la situation telle qu'elle a été élucidée, comme ayant été prises "de bonne foi", surtout si l'on considère qu'avant la deuxième saisie, il avait été établi au delà de tout doute que le pétitionnaire possédait exclusivement la nationalité mexicaine et qu'il n'était pas non plus résidant d'un territoire ennemi (Observations, paragraphe 3, et pétition, page 6, 4 h).

La saisie ne reposait donc sur aucun fondement légal. Il est absolument évident, en particulier, que l'ordonnance relative à M. Walter Kahle n'a pas été prise de bonne foi, car les documents qui avaient été transmis montraient clairement que l'intéressé était de nationalité mexicaine.

Qui plus est, en vertu des lois du Tanganyika (Cap. 258 des lois du Tanganyika), il n'était pas permis de vendre les biens d'un ressortissant mexicain. On n'a pas fait preuve d'une plus

grande bonne foi lorsque le curateur a vendu, à un prix ridiculement bas, une partie des biens de M. Kahle à son ancien fondé de pouvoir, car le fondé de pouvoir de M. Kahle savait parfaitement que le pétitionnaire était exclusivement de nationalité mexicaine.

Les représentants de M. Kahle avaient déjà déclaré, lors de la première saisie et aussi de la deuxième, que l'intéressé devrait être complètement indemnisé pour la confiscation de ses biens. Des réclamations de ce genre ont été introduites dès 1947 par M. Morris et, à la suite de l'ordonnance relative aux biens de M. Kahle, par ses avoués à Londres. Le représentant soussigné de M. Kahle l'a fait, pour sa part, dans une lettre du 4 septembre 1956. L'Administration des biens fonciers et des mines a néanmoins rejeté toutes les demandes de dédommagement et a refusé de faire un versement à titre gracieux. Le Gouvernement mexicain a réparé le préjudice causé à l'intéressé et il n'est pas responsable de ce qui s'est produit au Tanganyika. Dès lors, seul le Gouvernement du Tanganyika est compétent en cette matière. Tout pays est tenu de réparer un préjudice causé à un particulier surtout s'il s'est trompé de "bonne foi" et qu'il devient évident par la suite qu'il s'est agi d'une erreur.

Les demandes d'indemnité que le pétitionnaire a présentées en se fondant sur la mauvaise foi de certains faits en rapport avec l'activité du curateur ne sont pas périmées aujourd'hui, contrairement aux affirmations figurant dans les observations (article 22, paragraphe 5 du Mandat de l'ancienne Société des Nations et article 7 du Mandat du 20 juillet 1922 relatif au Territoire du Tanganyika).

Le pétitionnaire peut, en se conformant à la procédure en vigueur, introduire un recours auprès du Conseil de tutelle contre de telles violations du droit. Les stipulations de l'Enemy Property (Final Disposal) Ordinance de 1954 - dont il est question dans les observations - ne peuvent être alléguées pour restreindre les droits du pétitionnaire.

A la suite de la mesure prise par le curateur, c'est-à-dire par l'Administration des biens fonciers et des mines, M. Walter Kahle, ressortissant mexicain, a subi un préjudice évalué à 55.420.605, 64 shillings, suivant les évaluations contenues dans la communication supplémentaire (T/PET.2/208/Add.1) relative aux plantations de Kiswere et de Luwati.

Je demande au Conseil de tutelle de faire en sorte que le pétitionnaire soit indemnisé du préjudice établi par la pétition ainsi que par la pétition supplémentaire.

Les réclamations présentées dans la pétition, page 15, a et b, peuvent donc être considérées comme justifiées.

Veuillez agréer, etc....

Signé : Heinz Langguth
